

## Pour une vraie loi climat

Dans une Tribune publiée sur le site internet de *France Info*, quelques heures avant le début de l'examen du projet de loi *Climat et résilience*, plus de 200 personnalités de gauche ont appelé le gouvernement à se ressaisir et à prendre enfin la mesure des défis à relever, pour réussir la transition écologique.



Le 28 mars à Brest

« En 2019, pendant la crise des gilets jaunes, et alors que les jeunes se mobilisent pour le climat partout dans le monde, le président de la République accepte de mettre en place un processus démocratique inédit : la convention citoyenne pour le climat. Première assemblée citoyenne dédiée au climat jamais organisée en France, ce processus est une innovation démocratique qui pourrait annoncer une évolution de notre culture de la décision politique.

Les citoyens ont travaillé pendant neuf mois, fournissant un travail complet et ambitieux pour accomplir la mission qui leur avait été confiée : proposer des mesures permettant la réduction d'au moins 40% de nos émissions de gaz à effet de serre, d'ici 2030, dans un esprit de justice sociale. PDG, syndicats, ONG, parlementaires... nous sommes nombreux à avoir salué la qualité de leurs travaux.

L'Assemblée nationale a pourtant récupéré un projet de loi amoindri, ne permettant pas, selon l'ensemble des acteurs institutionnels et consultatifs, d'atteindre les objectifs fixés par la stratégie nationale bas carbone.

Alors même que de nombreuses améliorations pourraient être faites à ce texte, les parlementaires sont empêchés de remplir pleinement leurs fonctions.

D'abord en commission spéciale, où de nombreux amendements ont été rejetés ou déclarés « irrecevables », alors même qu'il s'agissait d'amendements sur les mesures les plus impactantes pour diminuer nos émissions. Ou encore, par le choix de limiter le débat parlementaire à 45 heures, empêchant ainsi beaucoup d'amendements d'être défendus.

Ce projet de loi climat est censé poser les bases d'une nouvelle société que nous appelons de nos vœux. Un nouveau modèle qui tirerait les leçons de la crise que nous traversons et poserait les bases du fameux « monde d'après ». Une société dans laquelle on se nourrit mieux, où l'on respire mieux et où notre travail fait sens, une société dans laquelle nos enfants grandissent avec les clés pour comprendre le monde changeant dans lequel ils évoluent.

Nombreux, pourtant, sont les citoyens qui changent déjà leur comportement au quotidien et qui ne demandent qu'à être accompagnés. Nombreux, aussi, sont les entrepreneurs et chefs d'entreprise qui attendent davantage de régulation pour que l'engagement dans la transition écologique soit, demain, un véritable atout économique. Le projet de loi climat, en l'état, ne nous permet pas de nous mettre sur cette voie. »

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 1<sup>er</sup>/04/2021

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Assos en danger

Le monde associatif est en danger et des mesures doivent être prises très rapidement pour l'aider à traverser la crise. Lorsqu'elles interviennent dans les secteurs sportifs ou culturels les associations voient leurs activités limitées, voire empêchées et leurs membres ne renouvellent plus leurs adhésions. Lorsqu'elles interviennent dans le secteur social, elles peinent à répondre à des demandes d'interventions croissantes.

Les députés socialistes ont obtenu un débat sur cette question et ont avancé plusieurs propositions pour sauvegarder le lien social. Cela passe par des mesures fiscales pour favoriser le sponsoring culturel ou sportif. Mais aussi par le retour des emplois aidés.

Au début du quinquennat, les élu.e.s socialistes s'étaient mobilisé.e.s contre leurs suppressions. On voit aujourd'hui le résultat de cette politique à courte-vue, uniquement guidée par des critères financiers.

# Eau : un défi collectif

**Gouverner, c'est prévoir. Spontanément, le Finistère n'est pas considéré comme un département menacé par la sécheresse. Et pourtant... Ici comme ailleurs, l'eau potable est un bien précieux et les effets du réchauffement climatique se font déjà sentir.**



« Nous engageons une démarche collective »

Pour anticiper les besoins, le Conseil départemental du Finistère a mis en place une conférence des autorités organisatrices de l'eau potable.

Le 23 mars, le Département, en collaboration avec Océanopolis et Brest métropole, a organisé une conférence pour poser les enjeux et définir les défis à relever avec François Molle, directeur de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Armelle Huruguen, vice-présidente du Conseil départemental et présidente de la Commission Territoires et Environnement du Département, et Philippe Masquelier, chargé d'études environnement - Division rade, ressources et usages de l'eau à Brest métropole.

L'eau, ressource indispensable à la vie, couvre plus de 70 % de la surface de notre planète. Malgré cette apparente abondance, l'eau douce ne représente que 2,5 % du volume total de la Terre et moins de 0,02 % de cette eau est accessible à l'être humain. Mais en Bretagne, elle ne manque pas. Cependant, l'enjeu pour la collectivité est de fournir, partout, toute l'année une eau de qualité irréprochable à l'ensemble des foyers.

**« Ici, comme ailleurs, l'eau potable est un bien précieux. »**

Or, si aujourd'hui le Finistère est plutôt bien doté, certaines évolutions peuvent faire craindre des tensions dans les années à venir.

Notre région va connaître une croissance démographique qu'il faut anticiper. Mais, en période touristique, certaines communes littorales voient leur population doubler, voire tripler. Or, cette affluence de population intervient au moment où le débit des cours d'eau est au plus bas et où l'agriculture demande le plus d'irrigation. **« Compte tenu de la géologie de notre département, nous prélevons surtout de l'eau dans les rivières ou les retenues, comme le lac du Drennec »** a précisé Armelle Huruguen.

Pour anticiper les pénuries éventuelles, il convient dès maintenant d'économiser l'eau et de faire attention

au développement d'activités qui pourraient en faire une consommation excessive. On pense bien sûr à certaines cultures qui en demandent énormément. Peut-être faudra-t-il prévoir la construction de nouvelles formes de stockage. Et bien sûr, l'entretien et l'amélioration des canalisations apparaît comme le chantier prioritaire quand on sait que les fuites, sur certains réseaux, peuvent représenter jusqu'à 50 % de gaspillage.

D'autres solutions devront être étudiées. Pour l'instant, le dessalement de l'eau de mer ne semble pas correspondre aux besoins de notre département. En revanche, tout ce qui peut permettre l'utilisation des eaux pluviales doit être encouragé, comme vient de le faire Brest métropole en vendant des récupérateurs d'eau de pluie. **« En trois jours nous n'en avons plus »**, a témoigné Philippe Masquelier.



Une ressource encore abondante mais fragile

**« Nous devons tous prendre conscience de l'importance de cet enjeu et adopter les comportements les plus responsables possible »,** a insisté Armelle Huruguen.

## Finistère eau potable 2050



Pour faire face aux enjeux du changement climatique, il est urgent d'amplifier la mobilisation des acteurs et des citoyens.

Pour relever ce défi, le Conseil départemental du Finistère a fait le choix du partage et de la coopération en installant, le 22 janvier dernier, la

*Conférence des autorités organisatrices de l'eau potable du Finistère.* Cette conférence permet de réunir les maîtres d'ouvrages et producteurs d'eau, les structures et associations territoriales, les partenaires institutionnels, les chambres consulaires, les acteurs économiques et environnementaux et les associations de consommateurs.

Cette instance collégiale est chargée de valider les orientations du projet *Finistère eau potable 2050*, au travers d'expérimentations de solutions nouvelles sur des territoires tests, en vue d'un déploiement de solutions partagées sur les secteurs vulnérables.

Cette première rencontre a permis de fixer les objectifs du projet et les modalités de sa gouvernance.

*Finistère eau potable 2050* s'articule autour de quatre objectifs : évaluer les besoins en eau et les ressources disponibles, protéger, optimiser et économiser la ressource, innover et assurer les travaux de sécurisation nécessaires et enfin organiser les conditions d'une solidarité départementale.

Il s'agit, par exemple, d'expérimenter de nouveaux modes de gestion collective de la ressource, la potabilisation d'eaux usées épurées ou encore le stockage hivernal d'eaux brutes issues de rivières en vue de les exploiter l'été et en cas de sécheresse. **« Le principe majeur de ce projet partenarial repose sur la solidarité territoriale »,** insiste Armelle Huruguen.

Ces coopérations renforcées permettront de construire ensemble les conditions d'un maintien de l'accès à l'eau potable à tous et d'une coopération solidaire, par le biais de notre adaptation aux effets prévisibles du changement climatique.

# Soutien à la culture

**Une véritable catastrophe sociale. C'est ce qui est en train de se passer sous nos yeux dans le monde des Arts et de la Culture.**

« **C**es légitimes occupations pacifiques sont utiles», a indiqué Jean-Michel Le Boulanger, vice-président de la Région. «**Elles alertent sur le triste sort des activités culturelles et de tous les acteurs de ces "essentiels", cinémas, théâtres, musées...**

Elles alertent aussi sur la précarisation et la paupérisation d'un trop grand nombre de nos concitoyens.

Dans le seul domaine culturel les chiffres de 2020, maintenant connus, sont terribles. 46% des allocataires de l'intermittence ont subi une baisse de leurs salaires bruts supérieure à 50%. Le nombre d'allocataires, dont le salaire brut est inférieur à 500 euros mensuels, est passé de 9% en 2019 à 43% en 2020.

Et on sait que la situation a empiré depuis le 31 décembre 2020.

**Nous sommes face à une catastrophe sociale et je comprends parfaitement l'action de ceux qui occupent pacifiquement ces lieux culturels. Ils sont aussi des lanceurs d'alerte parlant au nom de pans entiers de notre corps social qui sont, aujourd'hui, en vraie souffrance, et pas seulement dans la vie culturelle...**

« Les élus du Conseil départemental sont dans une démarche d'écoute

**et de soutien»,** indique de son côté Marc Labbey, qui, avec Anne Maréchal, a rencontré les artistes qui occupent les lieux culturels dans le Finistère. Le système de l'intermittence est une mécanique infernale qui oblige les salariés à effectuer un certain nombre d'heures dans le domaine de la culture. S'ils travaillent dans d'autres secteurs, comme le transport ou l'éducation, ils perdent leurs droits. «**Il faut que les activités artistiques et culturelles reprennent de manière intelligente en respectant des protocoles sérieux et en appliquant des jauges permettant d'éviter les contaminations.**»

Si les collectivités locales, comme la Région Bretagne et le Département du Finistère, peuvent activer des dispositifs de soutien, la réponse aux difficultés que traverse le monde culturel ne peut être que nationale. Mais elle demande une coordination des ministères de la Culture, du Travail et des Finances. Or, manifestement, ils ne sont pas tous sur la même longueur d'ondes...



Le monde de la culture se mobilise

## Stages : pour une mobilisation générale

«**On ne trouve plus de stage, les jeunes sont désespérés.**» C'est le leitmotiv qui ressort de toutes les rencontres qu'organisent les collectivités locales avec les jeunes. Face à cet appel au secours, le Conseil départemental a décidé de prendre le taureau par les cornes et invite les entreprises à déposer leurs offres de stages, d'alternances, d'emplois sur *Finistère job* (<https://finisterejob.fr>).

La plateforme porte une attention particulière pour les jeunes en situation de handicap, afin de les guider dans leur insertion professionnelle et leur recherche d'emploi. Et il s'avère qu'elle trouve d'autant plus son sens aujourd'hui dans un contexte marqué par une crise sanitaire sans précédent qui génère des difficultés majeures pour les jeunes à trouver un stage et valider leur année universitaire en cours.

Le réseau *Produit en Bretagne*, par la voix de son président, Loïc Hénaff, lors

de l'AG du 12 mars dernier, a d'ailleurs lancé un appel aux entreprises pour les inciter à accueillir des stagiaires. Les entreprises peuvent diffuser directement leurs offres de stages et d'alternance en ligne afin d'aider les jeunes dans ce contexte sanitaire difficile. Il leur suffit pour cela de créer un compte et de publier leurs offres.

Ils ont aussi accès à une liste de CV où ils peuvent repérer des profils de candidates et de candidats qui peuvent correspondre à leurs besoins.

« **C**ette plateforme a été créée, dès la fin 2020, par le Conseil départemental du Finistère», rappelle Marie Gueye, vice-présidente en charge de la jeunesse. L'objectif est de favoriser la relation directe des jeunes Finistériens.ne.s aux offres d'emploi et aux acteurs économiques. Ce projet s'est construit en partenariat avec des jeunes, des entreprises, Pôle Emploi Finistère mais également les Missions locales, Cap Emploi et d'autres partenaires de l'emploi.



« **Cette plateforme a pour ambition de donner la possibilité aux jeunes Finistériens de 15 à 30 ans, quel que soit leur niveau ou leur situation, d'accéder par eux-mêmes à des offres d'emploi, de stages, de formations les concernant et de favoriser les échanges avec le monde économique rendus plus difficiles dans ce contexte de crise sanitaire**», explique Michaël Quenez, premier vice-président du Conseil départemental.

Déjà près de 20 000 offres sur <https://finisterejob.fr>

# Agenda

13 et 20 juin

Élections

départementales et  
régionales (sous réserve).

Retrouvez-nous sur



# À l'échelle humaine

Milo Lévy-Bruhl

**Les éditions Le bord de l'eau viennent de republier « À l'échelle humaine » de Léon Blum, accompagné d'une longue préface explicative de Milo Lévy-Bruhl, jeune chercheur et enseignant en philosophie politique. Cet essai, que Léon Blum, considérait comme son testament politique, se révèle, 70 ans après, aussi prémonitoire que le célèbre discours prononcé au Congrès de Tours.**



tant que jeune socialiste, j'ai été réconforté de voir qu'à certaines périodes de notre histoire, nos grands leaders étaient capables de faire preuve d'autocritique et de comprendre leur action comme participant d'une grande chaîne historique et pas seulement d'une carrière individuelle. D'où, chez Blum, une volonté sincère d'être utile aux nouvelles générations mais aussi de céder sa place.

**Cap Finistère : Quand et pourquoi Léon Blum a-t-il écrit « À l'échelle humaine » ?**

**Milo Lévy-Bruhl :** Après avoir voté contre les pleins-pouvoirs, Léon Blum est arrêté en septembre 1940 par le nouveau régime. Le Maréchal ayant fait du Front Populaire le bouc-émissaire de la défaite, Léon Blum est le principal accusé du procès qui doit se tenir à Riom. Pour le Maréchal, ce procès doit servir à condamner les « vrais coupables » de l'armistice qu'il a décidé, de l'occupation qui en a résulté mais aussi à justifier l'abolition de la République que Laval a organisée pour lui. Mais le procès tarde. C'est durant ces mois d'attente que Léon Blum, emprisonné, va écrire « À l'échelle humaine ».

Blum s'attend à ne pas survivre à la guerre et « À l'échelle humaine » peut se lire comme un testament politique explicitement adressé aux jeunes générations socialistes. Le livre s'ouvre sur une idée forte : le socialisme est immortel. Quand bien même sa génération à lui aurait échoué, ce qu'il pense, il lui reste un devoir : méditer cet échec et en tirer les leçons qui aideront la génération suivante.

En même temps qu'il revient sur le passé, Blum analyse le présent. Il essaie de comprendre ce qui se joue derrière la défaite française. C'est un point négligé par les précédents éditeurs de ce texte mais pour Blum, derrière la défaite de 1940, se cache une situation révolutionnaire. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie, qui était la classe dominante depuis plus de cinquante ans, s'est effondrée. La place est libre et le peuple, guidé par le parti, va pouvoir l'occuper. La situation actuelle est provisoire et après les drames viendront les jours heureux. Ce sont ces jours heureux qu'annonce Blum dans la seconde moitié du livre, avec la préscience qui est la sienne. Et c'est l'ambition de Blum, pas seulement de chasser l'occupant et de rétablir le régime républicain mais d'instaurer une République sociale et de construire les conditions durables de la paix.

La deuxième raison est liée à ce qui se passe au retour de Blum en France et que je raconte dans le petit essai sur lequel s'ouvre cette réédition. Blum s'attendait à une grande révolution morale et sociale et il est déçu. La mise en place du programme du CNR le réjouit mais il veut aller plus loin. Il propose d'ailleurs une grande réforme de l'héritage sur laquelle il n'est pas suivi. Pourquoi ? Parce qu'avec Guy Mollet, le marxisme doctrinal a fait son grand retour dans l'appareil. Et pour les marxistes, une telle réforme ne peut avoir lieu qu'après la grande révolution prolétarienne. Pour Blum, les événements ont définitivement décrédibilisé cette conception marxiste de l'histoire. Au contraire, pour lui, il faut agir vite, tant que la résistance a créé chez les Français les conditions morales de la solidarité. Dans les dernières années de sa vie, Blum esquisse une autre voie pour le socialisme. Ou plutôt, il revient au socialisme de sa jeunesse, celui d'avant 1920, celui qui se construisait dans la fréquentation de Jaurès mais aussi d'Albert Thomas et des durkheimiens.

À titre personnel, je pense qu'il y a dans cette doctrine socialiste oubliée quelque chose de très actuel. Depuis le milieu des années 80, le socialisme français n'a pas réussi à remplacer la doctrine marxiste qui l'a longtemps habitée. Grâce au jeu institutionnel de la V<sup>e</sup> République, il est revenu au pouvoir par effet d'inertie sans faire l'effort de se reconstruire intellectuellement et a fini par se dissoudre dans le libéralisme. Or, dans une telle situation, Blum indique une autre voie, vers un socialisme que je compte continuer à explorer en revenant sur des figures oubliées comme Jules Moch, André Philip, Albert Thomas, Marcel Mauss, le Groupe d'études socialistes de Robert Hertz, etc. Ce texte est une porte d'entrée vers l'exhumation d'un socialisme que je crois seul à même de réhausser notre parti et notre pays.

**Cap Finistère : Pourquoi republier ce texte 70 ans après ?**

**Milo Lévy-Bruhl :** D'abord, je dois dire qu'en

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1349 - Vendredi 2 avril 2021  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP



Texte intégral sur [www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh)